

*Affaires courantes*

Saskatchewan. J'y vois aussi le nom de députés de Vancouver, de l'île de Vancouver et d'autres endroits de cette région-là.

Les pétitionnaires signalent que, par suite de l'invasion du Koweït par l'Irak, le Canada a envoyé des navires et des avions de guerre et des moyens de communication terrestre dans le Golfe.

Les pétitionnaires rappellent aussi les nouvelles de l'escalade militaire dans la région du Golfe. Ils soulignent les déclarations du secrétaire d'État aux Affaires extérieures portant que le Canada va participer à toute activité militaire qui risque de se produire dans cette région.

• (1610)

En conséquence, les pétitionnaires demandent que le gouvernement canadien fasse tout en son pouvoir pour assurer un règlement négocié de cette crise et le retrait des forces armées de la région du Golfe.

Je suis persuadé, en outre, que les pétitionnaires souhaitent aux Canadiens en général et aux députés en particulier la paix sur la terre et un Joyeux Noël.

## LES ADDITIFS À L'ESSENCE

**L'hon. Roger C. Simmons (Burin—Saint-Georges):** Monsieur le Président, je suis ravi de présenter une pétition qui, je dois dire, résulte du travail de mon collègue, le député de Lambton—Middlesex, qui a porté l'affaire à l'attention d'un certain nombre de Canadiens de tout le pays, dont Terre-Neuve. Cette pétition vient de la région de St. John's, à Terre-Neuve, ainsi que de St. Thomas, Paradise et Manuels, dans les environs de St. John's.

La pétition concerne la pollution causée par les gaz d'échappement des véhicules automobiles. Les pétitionnaires demandent au gouvernement de prendre des mesures pour réduire considérablement les émissions d'hydrocarbures et recommandent un moyen d'y arriver. Ils espèrent que le gouvernement jugera bon de fixer à 3,2 p. 100 au moins la teneur obligatoire en oxygène de l'essence.

Je félicite mon collègue, le député de Lambton—Middlesex, et je recommande cette pétition à la Chambre en espérant que le ministère pertinent prendra les mesures qui s'imposent. C'est pour moi un grand honneur et un plaisir d'appuyer sans équivoque cette pétition.

## LA SOCIÉTÉ RADIO-CANADA

**M. Sid Samson (Timmins—Chapleau):** Monsieur le Président, je prends la parole, conformément à l'article 36 du Règlement, pour présenter une pétition au nom de 3 600 habitants de la région de Windsor qui s'opposent aux compressions imposées à la SRC.

Les pétitionnaires sont absolument contre ces compressions. En retirant son appui à la SRC, le gouvernement détruit un élément vital de notre pays.

C'est là un sujet très important. Étant donné l'esprit des Fêtes, certains esprits rôdent autour de la Chambre. Quoi qu'il en soit, je suis heureux de présenter cette pétition au nom des habitants de Windsor qui s'élèvent contre ces compressions.

## VIA RAIL

**M. Lyle Kristiansen (Kootenay-Ouest—Revelstoke):** Monsieur le Président, je suis heureux de prendre la parole, conformément à l'article 36 du Règlement, pour présenter un certain nombre de pétitions au sujet du rétablissement des services de VIA Rail. Les pétitionnaires viennent de Kaslo, de Winlaw, de Nelson et de Revelstoke, dans ma circonscription. D'autres signataires viennent de Vancouver, de Kamloops, de Langley, de Kelowna, de White Rock, de Port Coquitlam et de Burnaby, en Colombie-Britannique, de Calgary, en Alberta, de Regina et d'Estevan, en Saskatchewan, de Winnipeg, au Manitoba, et d'Ottawa, en Ontario.

Tout d'abord, les pétitionnaires condamnent les activités du gouvernement qui ont abouti à de nombreuses compressions dans le réseau canadien de transport ferroviaire de voyageurs, qui est d'importance cruciale. Ils exhortent le gouvernement à prendre des mesures, entre autres, pour rétablir les services de VIA Rail dans l'ensemble du pays, notamment la liaison du «Canadien» qui traverse les Rocheuses.

## LA SOCIÉTÉ RADIO-CANADA

**M. Lyle Dean MacWilliam (Okanagan—Shuswap):** Monsieur le Président, j'ai le plaisir de prendre la parole en vertu de l'article 36 du Règlement pour présenter des pétitions portant plus de 2 000 signatures d'habitants de la région de Windsor qui, comme les gens de tout le Canada, sont révoltés par les coupes sauvages effectuées par le gouvernement dans le financement de Radio-Canada.

Ces pétitionnaires demandent au Parlement de prendre toutes les mesures nécessaires pour préserver les services locaux de télévision, à Windsor et dans les autres